

## Législatives à venir/Les enjeux

### Un scrutin pour sortir de la crise de 2016 !



Qui succédera à Richard-Auguste Onouvié à la présidence...



... de l'Assemblée nationale ?

**Jonas OSSOMBEY**  
Libreville/Gabon

**A en croire certains observateurs, le scrutin législatif d'octobre prochain aura un parfum particulier. Celui de favoriser la sortie d'une crispation politique née des événements post-électorales d'août-septembre 2016 après l'élection présidentielle. Ce qui donne à ces législatives un caractère exceptionnel qui, on est convaincu, marque le retour sur la scène politique nationale de certains acteurs. Notamment de l'opposition dite radicale.**

**SORTIR** de la crise post-électorale de 2016. C'est l'un des principaux enjeux des législatives d'octobre prochain. C'est du moins ce que pensent de nombreux observateurs. Il suffit de voir la frénésie qui a envahi les différents acteurs de ces élections pour s'en convaincre. Malgré les tenants du boycott, des proches de l'opposant radical, Jean Ping, tous les camps politiques seront représentés. Autant les candidats du PDG, au pouvoir, que ceux de l'opposition incarnée par les Alexandre Barro Chambrier (RHM), Guy Nzouba Ndama (Les Démocrates), Paul-Marie Gondjout (Union nationale).

Le fait pour les leaders de l'Union nationale (UN) et du Rassemblement Héritage et Modernité (RHM) d'unir leurs forces renforce la crédibilité d'un scrutin qui gagnerait à donner leurs chances à tous les candidats. Non plus que les choses devraient se passer comme en 2011 où, après le boycott lancé par le défunt président de l'UPG, Pierre Mamboundou, le PDG s'était retrouvé quasiment «seul au monde». Au point de rafler la mise avec 114 députés sur 120. Donnant une physiologie monocolor à cette Chambre du Parlement totalement acquise au parti au pouvoir. Même si par la suite, les diffé-

rentes frondes parmi ses élus, ont donné une autre image du Palais Léon-Mba.

Au regard de la situation économique difficile que traverse le pays, et surtout de la non-reconduction de certains députés sortants du PDG, il est quasi certain, que l'argent ne coulera pas à flot cette fois. Dans cette optique, la guerre des «idées» prendra le dessus sur celle de «l'argent, des dindons, des sacs de riz et des kits scolaires». C'est dire que cette campagne n'aura pas la même saveur que les précédentes. Même si dans les centres urbains où les batailles vont faire rage, la donne ne risque pas de trop changer. Per-

sonne n'imagine que ce scrutin à Koula-Moutou, au deuxième siège, Mouila, au premier siège, encore moins à Libreville, se déroulera sans que les «grosses fortunes» politiques ne fassent parler leurs «porte-monnaies». En outre, sans mettre en cause la capacité des Jean Ping, Jean Eyeghe Ndong et les autres à tenir leurs troupes, ces législatives devraient constituer une étape de la vie politique gabonaise. Une occasion qui permettrait à un nombre important de parlementaires de l'opposition d'être un véritable contre-poids à l'hégémonie du PDG et du gouvernement dont il devrait être l'émanation. Du moins, s'il

conserve sa majorité au Palais Léon-Mba.

Au final, quel que soit le vainqueur dudit scrutin des 06 et 27 octobre 2018, l'œuvre de reconstruction d'un tissu politique, sérieusement mis en mal après la proclamation des résultats de l'élection présidentielle de 2016, sera définitivement enclenchée. L'horizon serait alors porté vers des perspectives politiques plus ouvertes. Les querelles politiques seraient appelées à se déplacer vers des champs plus conventionnels et républicains. Sans que la rue, et la violence qui la caractérise, ne vienne dicter sa loi. Véritable défi.

## Locales à venir/Enjeux

### La gestion des villes et le Sénat



Une vue de l'Hôtel de ville de Libreville dont le conseil municipal va être renouvelé lors des locales du 6 octobre prochain.



Une vue du Palais Omar Bongo Ondimba, siège du Sénat.

**ONDOUBA'NTSIBAH**  
Libreville/Gabon

**Les élections locales du 6 octobre prochain permettront d'élire les prochains conseillers municipaux et départementaux. Ces derniers éliront à leur tour les maires et présidents des conseils départementaux. Et, le moment venu, les prochains sénateurs, désormais au nombre de 52.**

**LES** élections locales du 6

octobre prochain concerne davantage les collectivités locales et ce qui tourne autour. C'est-à-dire le Sénat. D'autant plus que les sénateurs dont le nombre sera désormais réduit (52) comme décidé lors du Dialogue politique d'Angondjé, seront élus l'année prochaine par les membres des conseils municipaux et départementaux issus du vote d'octobre prochain. Ce sont donc les principaux enjeux de ce scrutin auquel de nombreuses formations politiques, toutes tendances confondues, et des candidats indépendants

accordent une importance certaine. A en juger par la pléthore des listes présentées à ces élections. Cela aussi bien à Libreville que dans les autres circonscriptions de l'intérieur du pays. Il s'agit d'une bataille pour la gestion des villes du pays et des conseils départementaux. Et le nombre élevé des forces engagées dans la course présage d'une lutte rude qui pourrait faire en sorte que dans plusieurs circonscriptions, il sera difficile à un parti politique d'obtenir la majorité absolue des conseillers. D'au-

tant plus qu'il s'agit d'un vote à la proportionnelle... Ces Locales permettront au Parti démocratique gabonais (PDG) qui a été bousculé en 2013 par l'opposition dans certaines grandes villes, dont Libreville la capitale du Gabon où il n'a dû son salut qu'à alliance avec le Centre libéraux réformateurs (CLR), de reconquérir les espaces perdus. Occasion aussi pour les partis de l'opposition qui tenteront de conforter leurs positions actuelles dans les villes comme Oyem et Mouila. Les partis de l'opposition

lancés dans cette bataille de la gestion des villes du Gabon feront également tout pour être présents dans le maximum des conseils locaux... Par ailleurs, le scrutin du 6 octobre prochain permettra déjà de voir la configuration du prochain Sénat. Au terme du processus, on pourra déjà savoir quelles forces seront représentées à la Chambre haute du Parlement, à la fin de la présente législature. Là aussi, le PDG et ses alliés devront tout faire pour y conserver leur majorité. Tout comme, l'opposition essentielle-

ment incarnée par les partis tels que l'Union nationale (UN), Rassemblement Héritage et Modernité (RHM), Les Démocrates, etc., voudront tout faire pour ravir la vedette au parti au pouvoir au Sénat. Surtout que le nombre de sénateurs a été largement réduit... Dans tous les cas, le souhait des uns et des autres, au-delà de ces deux principaux enjeux c'est de voir les prochaines élections couplées (locales et législatives) apaiser davantage le climat socio-politique au Gabon.